

11.2 Croissance - Productivité

En 2016, la croissance française accélère à peine : le **produit intérieur brut (PIB)** progresse de 1,2 % en volume, après + 1,1 % en 2015. La consommation des ménages et les dépenses d'investissement accélèrent de façon notable. La **contribution** de la **demande intérieure** hors stocks à la croissance du PIB en volume s'élève à + 2,1 points, après + 1,3 point. En revanche, le comportement de stockage des entreprises et le commerce extérieur pèsent significativement sur la croissance.

En 2016, l'**investissement** de l'ensemble de l'économie augmente de 2,8 % en volume, après + 1,0 % en 2015. Cette accélération est imputable au rebond de l'investissement des ménages et, dans une moindre mesure, à une hausse plus rapide de l'investissement des entreprises ainsi qu'à un moindre recul de l'investissement des **administrations publiques (APU)**. L'accélération de l'investissement des entreprises non financières est significative dans les services d'information-communication et dans la construction.

La rémunération des salariés des **sociétés non financières (SNF)** accélère en 2016 et croît à un rythme comparable à celui de leur **valeur ajoutée**. Avec en outre la fin de la montée en charge du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), l'**excédent brut d'exploitation (EBE)** décélère. Le taux de marge des SNF se stabilise ainsi pour s'établir à 31,9 % comme en 2015. Leur taux d'auto-financement est stable.

La **production** manufacturière ralentit. Cette décélération concerne quasiment toutes les **branches d'activité**. En effet, la production dans la branche cokéfaction-raffinage se replie ainsi que celle de l'agroalimentaire ; la production de matériel de transport et celle des « autres industries » ralentissent. En revanche, la production de biens d'équipement accélère nettement. La production d'énergie, eau, déchets conserve, quant à elle, un rythme proche de celui de 2015. En 2016, la production des services marchands ralentit. Elle se replie en particulier dans les services financiers et décélère dans le commerce, les services aux entreprises et les services aux ménages. À l'inverse, la production de la branche transport accélère franchement, de même que celle de l'hébergement-restauration. La production des branches d'information-communication et de logement garde un rythme similaire à celui de 2015. Enfin, l'activité agricole chute tandis que dans la construction elle se stabilise.

L'emploi total accélère nettement en 2016, du fait de l'emploi salarié marchand. Celui-ci bénéficie à la fois de la légère accélération de l'activité et des dispositifs de baisse du coût du travail qui enrichissent la croissance en emplois. La **productivité horaire apparente du travail** de l'ensemble des branches de l'économie progresse de 0,9 %, après + 0,6 % en 2015. ■

Définitions

Produit intérieur brut (PIB) : résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières : la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels (SI) ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits ; la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services, plus les exportations, moins les importations ; la somme des emplois des comptes d'exploitation des SI.

Administrations publiques (APU), branche d'activité, contribution à l'évolution d'un agrégat, demande intérieure finale, excédent brut d'exploitation (EBE), institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), investissement ou formation brute de capital fixe (FBCF), production, productivité apparente du travail, sociétés financières, sociétés non financières (SNF), solde du commerce extérieur, valeur ajoutée : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Stagnation de la productivité en France : héritage de la crise ou ralentissement structurel ? », *Économie et Statistique* n° 494-495-496, Insee, octobre 2017.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2017.
- « Les comptes de la Nation en 2016 – le PIB croît de 1,2 %, le pouvoir d'achat des ménages accélère », *Insee Première* n° 1650, mai 2017.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Comptes de la Nation en 2016

en %

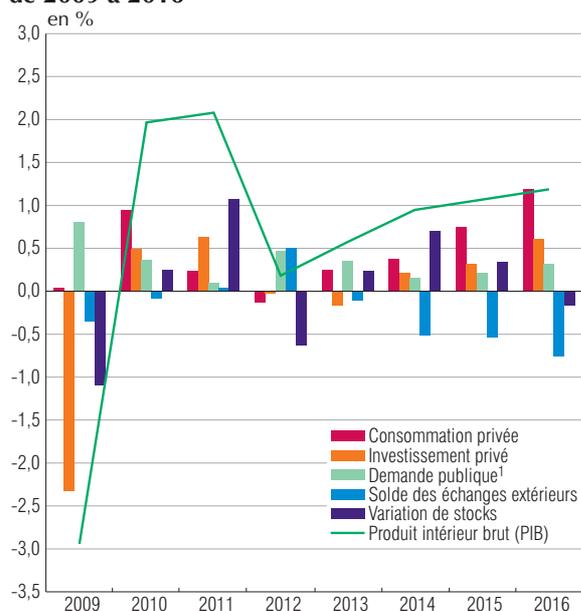
	Évolution en volume aux prix de l'année précédente chaînés			2016			Contribution à la croissance du PIB en volume
	14/13 (r)	15/14 (r)	16/15	en milliards d'euros	Évolution 16/15		
					des prix	en valeur	
Produit intérieur brut (PIB)	0,9	1,1	1,2	2 229	0,4	1,6	1,2
Importations de biens et services	4,8	5,7	4,2	696	-2,4	1,7	1,3
Total des emplois finals	1,8	2,2	1,9	2 924	-0,3	1,6	2,5
Consommation finale effective des ménages	1,1	1,4	2,1	1 577	-0,1	2,0	1,5
dont : dépense de consommation des ménages	0,7	1,4	2,3	1 186	-0,1	2,2	1,2
dépense de conso. individualisable des administrations	2,1	1,5	1,6	344	-0,3	1,3	0,2
Consommation collective des administrations publiques	-0,1	0,5	0,7	183	0,2	0,8	0,1
Formation brute de capital fixe	0,0	1,0	2,8	489	0,5	3,4	0,6
dont : entreprises non financières	1,7	3,1	3,6	277	0,6	4,3	0,4
ménages	-3,0	-2,1	2,4	112	0,8	3,2	0,1
administrations publiques	-5,3	-3,0	-0,1	76	0,0	-0,1	0,0
Variation de stocks ^{1,2}	0,7	0,3	-0,2	23	///	///	-0,2
Exportations de biens et services	3,3	4,3	1,8	652	-1,7	0,2	0,5

1. Y c. les acquisitions moins cessions d'objets de valeur.

2. Contributions à la croissance du PIB pour la variation de stocks.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Contributions à la croissance du PIB en volume de 2009 à 2016



1. Y c. institutions sans but lucratif au service des ménages.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Évolution de la productivité horaire apparente du travail par branche

en %

	14/13 (r)	15/14 (r)	16/15
Agriculture, sylviculture et pêche	17,3	1,8	-9,0
Ind. manufacturière, ind. extractives et autres	1,1	1,8	2,8
Ind. extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	-4,2	1,9	2,2
Fabr. de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	-0,3	0,3	-1,3
Cokéfaction et raffinage	129,7	13,8	-20,1
Fabr. de machines et d'équip. électriques ¹	0,4	0,5	6,7
Fabrication de matériels de transport	1,7	1,6	8,6
Fabrication d'autres produits industriels	1,9	2,3	2,6
Construction	-1,9	0,0	1,9
Services principalement marchands	1,3	0,4	0,5
Commerce, transports, héb. et restauration	1,6	0,9	1,8
Information et communication	4,4	1,6	1,5
Activités financières et d'assurance	1,4	-0,9	-1,7
Activités immobilières	4,9	0,6	0,7
Act. scient. et tech. ; serv. adm. et de soutien	-0,2	-0,8	-0,8
Autres services	-0,7	1,7	0,7
Services principalement non marchands²	-0,2	0,1	0,8
Ensemble	1,0	0,6	0,9

1. Y c. fabrication d'équipements électroniques et informatiques.

2. Regroupement Admin. publique, Enseignement, Santé humaine et action sociale.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Taux de croissance du PIB en volume dans quelques pays du monde

en %

	15/14 (r)	16/15		15/14 (r)	16/15		15/14 (r)	16/15
Allemagne	1,7	1,9	Grèce (p)	-0,2	0,0	Rép. tchèque	5,3	2,6
Autriche	1,0	1,5	Hongrie	3,1	2,0	Roumanie (p)	3,9	4,8
Belgique	1,5	1,2	Irlande	25,6	5,1	Royaume-Uni	2,2	1,8
Bulgarie	3,6	(p) 3,4	Italie	0,8	0,9	Slovaquie	3,8	3,3
Chypre	1,7	(p) 2,8	Lettonie	2,7	2,0	Slovénie	2,3	2,5
Croatie	2,2	3,0	Lituanie	1,8	2,3	Suède	4,1	3,2
Danemark	1,6	1,7	Luxembourg	4,0	4,2	UE	2,2	1,9
Espagne (p)	3,2	3,2	Malte	7,3	5,0	Islande	4,1	7,2
Estonie	1,4	1,6	Pays-Bas	2,3	(p) 2,2	Norvège	1,6	1,1
Finlande	0,0	1,9	Pologne	3,8	2,7	Suisse (p)	0,8	1,3
France (p)	1,1	1,2	Portugal	1,6	1,4			

Source : Eurostat (extraction du 29 août 2017).

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Faible, voire négatif au premier semestre 2016, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** augmente progressivement au second semestre pour atteindre + 0,6 % fin 2016. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. *A contrario*, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), ralentit au cours de l'année passant de + 0,9 % en janvier 2016 à + 0,5 % fin 2016.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent légèrement entre 2015 et 2016 (+ 0,2 %), après une stabilité entre 2014 et 2015. Cette faible accélération reflète des mouvements différents selon les produits. Les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés reculent en moyenne moins qu'en 2015. Ceux des produits alimentaires accélèrent un peu. En revanche, le ralentissement des prix des services limite le regain d'inflation.

La baisse en moyenne des prix des produits pétroliers en 2016 cache une remontée progressive des prix au cours de l'année dans le sillage du cours du pétrole (+ 7,5 % sur un an fin 2016). Cette hausse est plus marquée pour les combustibles liquides (+ 14,1 % sur un an fin 2016) que pour les carburants (+ 8,7 % pour le gazole, + 3,6 % pour l'essence, fin 2016), du fait des écarts de

taxation sur ces produits. En revanche, les prix du gaz, qui répercutent avec retard les évolutions du pétrole, se contractent encore (- 2,2 % fin 2016). Les prix de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 1,8 %).

En 2016, les prix des produits manufacturés baissent encore (- 0,5 % en moyenne, après - 0,9 % en 2015). Les prix des articles d'habillement et de chaussures se redressent légèrement (+ 0,2 %, après - 0,9 %). Le recul, moins prononcé qu'en 2015, des prix des produits de santé se poursuit. Enfin, les prix des autres produits manufacturés diminuent faiblement (- 0,1 % en moyenne en 2016, après - 0,3 % en 2015).

En 2016, les prix des produits alimentaires (y compris boissons non alcoolisées) augmentent en moyenne de 0,6 %, à peine plus vite qu'en 2015 (+ 0,5 %). Les prix des produits alimentaires hors produits frais rebondissent légèrement (+ 0,1 %, après - 0,2 % l'année précédente), tandis que ceux des produits frais ralentissent.

Les prix des services décélèrent en 2016 (+ 1,0 % en moyenne, après + 1,3 % en 2015), du fait principalement du repli des services de transport (- 1,5 %). Les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2016, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Les hausses des services de santé sont restées contenues. En revanche, les prix des services de communication accélèrent (+ 2,3 % en moyenne, après + 1,8 %). ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Une inflation modérée depuis le passage à l'euro », *Insee Focus* n° 87, mai 2017.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2016 », *Informations rapides* n° 9, Insee, janvier 2017.
- « 2016 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 95, Eurostat, juin 2017.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2016

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹			Évolution 16/15			
	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,2	0,6				
Ensemble (hors tabac)	9 805	0,2	0,6				
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 425	0,6	0,7	Transport	1 479	-1,0	1,8
Produits alimentaires	1 301	0,7	0,8	Achats de véhicules	363	-0,1	-0,8
Boissons non alcoolisées	124	-0,6	0,0	Utilisation de véhicules personnels	831	-1,2	3,2
Boissons alcoolisées et tabac	385	0,5	0,3	Services de transport	285	-1,5	0,9
Boissons alcoolisées	190	0,8	0,6	Communications	288	0,7	0,6
Tabac	195	0,1	0,1	Services postaux	16	3,8	3,8
Habillement et chaussures	429	0,2	0,0	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-9,2	-9,7
Habillement	340	0,5	0,1	Services de téléphonie et de télécopie	229	1,9	2,2
Chaussures y c. réparation	89	-1,0	-0,3	Loisirs et culture	897	1,0	-0,2
Logement, chauffage, éclairage	1 399	-0,1	1,1	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	148	-2,7	-3,7
Loyers d'habitation	622	0,3	0,3	Autres biens durables (loisirs)	42	10,0	-1,9
Entretien et réparation courante du log.	174	1,1	1,3	Autres articles et équip. de loisirs	244	1,0	-0,3
Outillage pour la maison et le jardin	157	1,0	1,1	Services récréatifs et culturels	305	0,1	0,6
Chauffage, éclairage	446	-1,5	2,2	Presse, livres et papeterie	140	2,3	2,2
Meubles, équip. ménager, entretien maison	537	-0,1	-0,7	Voyages touristiques tout compris	18	10,4	3,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	155	0,1	-1,0	Éducation	4	1,3	1,6
Articles de ménage en textile	38	1,0	0,9	Hôtellerie, cafés, restaurants	733	1,7	1,8
Appareils ménagers	89	-1,2	-1,9	Restauration et cafés	570	1,6	1,8
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,6	-0,3	Services d'hébergement	163	2,3	1,8
Outillage pour la maison et le jardin	52	0,3	-0,2	Autres biens et services	1 331	1,0	0,9
Entretien courant de l'habitation	133	-0,5	-0,4	Soins personnels	282	0,0	0,2
Santé	1 093	-1,2	-1,2	Effets personnels (non définis ailleurs)	116	1,5	1,7
Médicaments et produits pharmaceutiques	495	-2,9	-2,4	Protection sociale	482	2,1	0,9
Médecine non hospitalière	598	0,2	-0,2	Assurances	289	1,1	1,3
				Services financiers	38	2,4	2,7
				Autres services	124	0,3	0,3

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Note : base 100 en 2015.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	16/15	Baisses	16/15
Combustibles liquides	+ 14,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	- 9,7
Légumes frais, hors pommes de terre et autres tubercules	+ 11,7	Appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	- 6,0
Gazole	+ 8,7	Ordinateurs personnels	- 5,4
Poissons frais	+ 6,5	Supports d'enregistrement	- 5,3
Service de téléphonie mobile	+ 6,2	Jeux et passe-temps	- 5,1
Services d'expédition de courrier	+ 5,2	Pneumatiques	- 4,9
Journaux	+ 5,0	Farines et autres céréales	- 4,4
Poissons et fruits de mer	+ 4,5	Appareils de transformation d'aliments	- 3,9
Centres de vacances, camping, auberges de jeunesse	+ 4,2	Produits pharmaceutiques	- 3,0
Transport aérien intérieur de passagers	+ 3,9	Appareils de cuisson	- 2,9

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2016

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

	16/15	16/15	
Allemagne	1,7	Lettonie	2,1
Autriche	1,6	Lituanie	2,0
Belgique	2,2	Luxembourg	1,6
Chypre	0,1	Malte	1,0
Espagne	1,4	Pays-Bas	0,7
Estonie	2,4	Portugal	0,9
Finlande	1,1	Slovaquie	0,2
France	0,8	Slovénie	0,6
Grèce	0,3	Zone euro	1,1
Irlande	-0,2	UE	1,2
Italie	0,5		

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Source : Eurostat (extraction du 8 juin 2017).

Des données de cadrage européennes ou mondiales